



C. P. 2001
1211 GENEVE 2
Téléphone : 022 / 45 49 84

C. C. P. 12 - 1040 - 5

BULLETIN d'INFORMATION

9

CAPTATION D'EAU AUX ILES DU CAP-VERT



PENURIE D'EAU AUX ILES DU CAP-VERT

C'est sous ce titre que l'Association Cap-Vert-Genève, a reçu en communication le rapport de synthèse que Mr. B. von STEIGER, ingénieur du génie rural EPFL, a rédigé après un stage dans l'île de Santiago, stage financé par le Comité Industriel de l'EPFL et la "Junior Entreprise".

Ce rapport, très étoffé est accompagné de 17 annexes préisant les conditions pluviométriques, géologiques, phyto-géographiques du plateau de l'Achada Sao Filipe et de la Ribeira de Formosa.

La pluviométrie, dans cette région est faible, de l'ordre de 200 mm par an (avec parfois plusieurs années consécutives sans pluie). La seule possibilité de trouver l'eau indispensable à la vie des hommes, des animaux et des plantes se trouve dans la nappe phréatique. Malheureusement, le sous-sol ne présente pas toujours une couche imperméable et peut d'autre part présenter une pente telle, que la nappe souterraine se vide dans la mer.

Les cap-verdiens ont déjà réalisé un grand nombre de travaux d'amélioration dans cette zone : murettes antiérosives, barrages de retenue, pompage dans la nappe, etc...

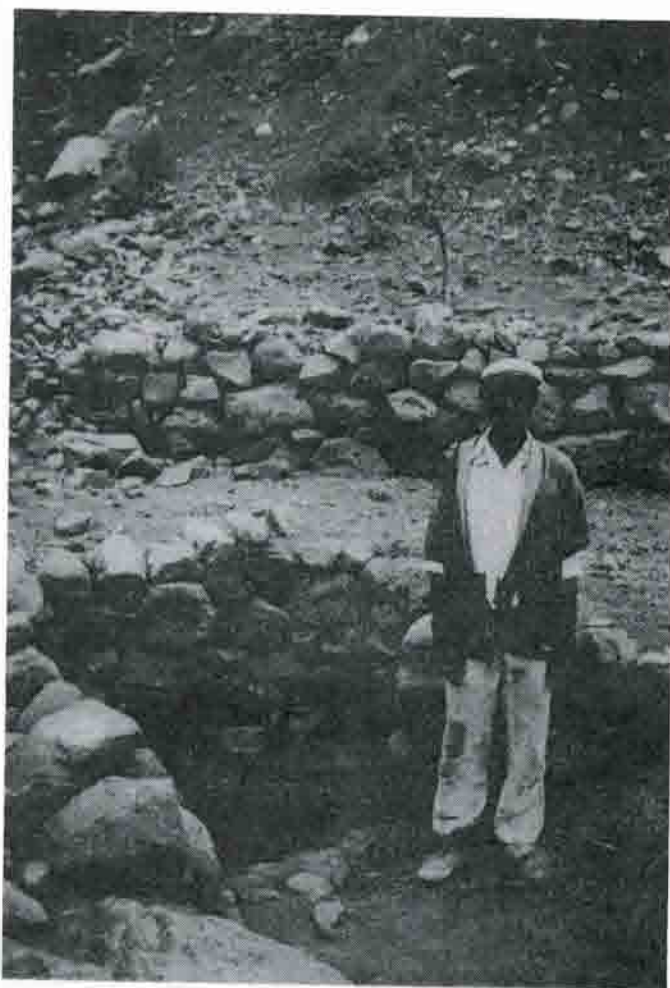
Tous ces travaux ont pour fonctions principales :

- ralentir l'écoulement des crues et les empêcher de se concentrer en ravines,
- limiter l'érosion,



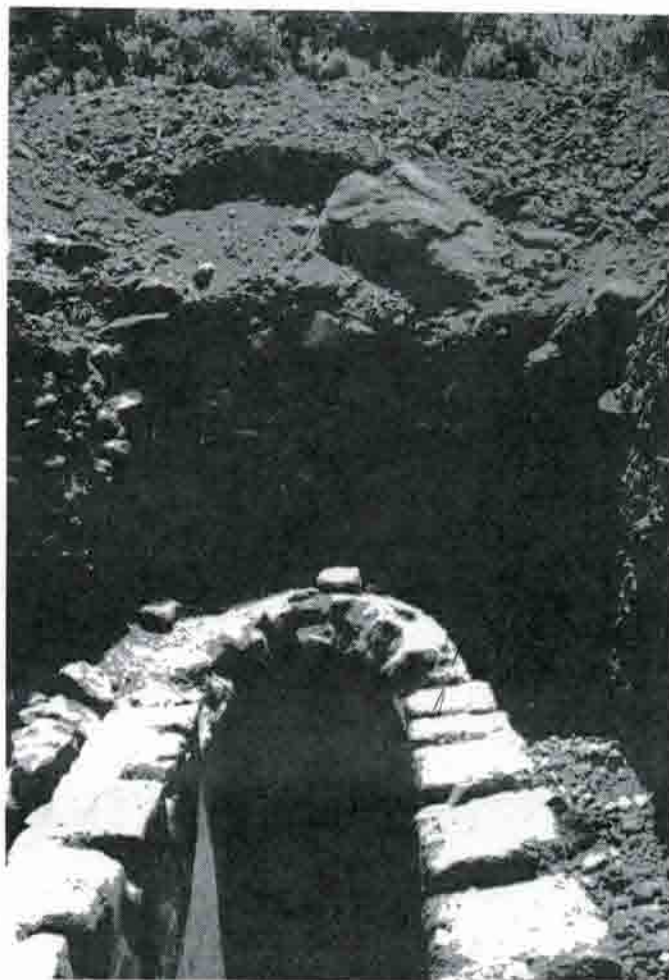
digue en pierre sèche, murettes antiérosives, photo B.von STEIGER

- augmenter l'infiltration des eaux de pluie dans le sol, ce qui recharge la nappe phréatique,

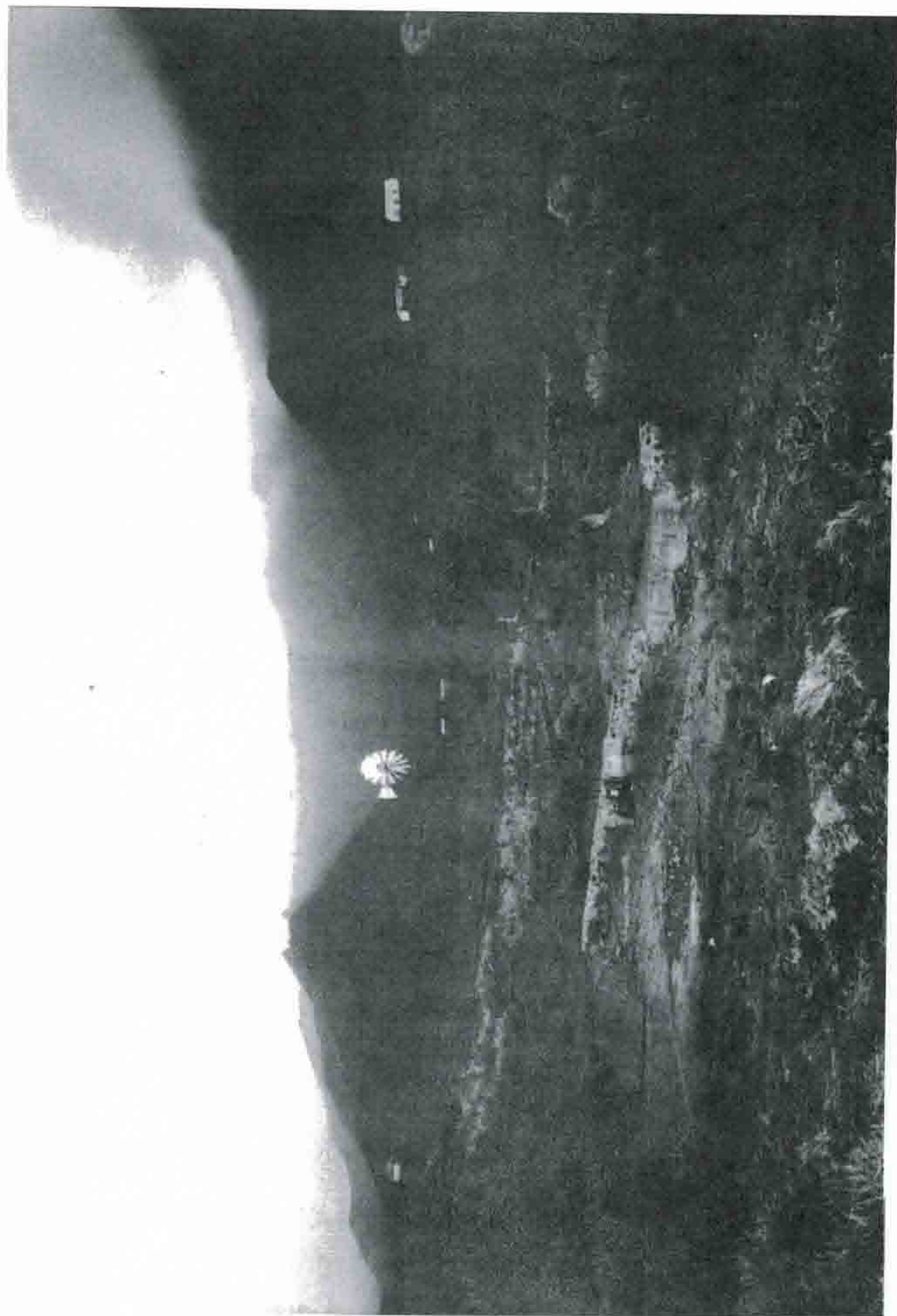


Petit puits et terrasse faites par Isidore (photo B. v. STEIGER)

- créer des possibilités de stockage des eaux de surface ou des écoulements souterrains,



*Galerie de captation à l'amont d'un barrage souterrain
Ribeira Grande, Sao Antao. (photo B. v. STEIGER)*



PRAIA FORMOSA (Santiago). Photo B. VON STEIGER - Pompe Eolienne, digue de captation en maçonnerie

Le rapport de Mr. B. v. STEIGER fournit une analyse fouillée des résultats déjà obtenus en sept années de travaux. Certaines possibilités d'amélioration ont été relevées, comme la création de petits déversoirs aux endroits où les murettes franchissent un vallon; ceci évite leur destruction et le ravinage lors de crues importantes.

Le résultat de tous ces travaux est appelé "ruissellement dirigé". Il consiste à traiter des parcelles de potentialité agricole limitée en vue d'augmenter le volume d'eau de ruissellement. Il sera possible d'y planter des arbres ou des arbustes de production fourragère.

L'aménagement réalisé, ou en cours de réalisation tend à la reconstitution d'un équilibre du milieu naturel. Il contribue de ce fait à l'amélioration de la qualité de la vie.

(résumé par Mr. Georges ROSSIER)



Digue de correction torrentielle, plantation de manioc en amont. (photo B. v. STEIGER)



limiter les pertes d'eau par évaporation.

FLASHES Cap-Vert

Depuis que la Coopération Suisse dispose d'un bureau permanent à Praia (Santiago) juillet 85, l'information de l'Association est devenue très fluide et très précise. Nous n'avons plus besoin d'assaillir de questions, l'administration cap-verdienne qui, compte tenu du peu de ressources humaines disponibles, préfère souvent agir qu'écrire ! (c'était du moins l'explication qui nous était le plus souvent donnée). Par ailleurs, le nouveau coordinateur, Monsieur Marcel Grangier - qui a entre autres avantages pour nous celui d'être romand ! - nous est d'un précieux concours lorsqu'il s'agit de savoir où en est l'évolution d'un projet, quelle évaluation nous pouvons faire d'une situation, par quelle voie une démarche a les meilleures chances d'aboutir, comment acheminer tel matériel ou s'assurer le dédouanement, quel impact concret peut avoir telle déclaration ministérielle sur le développement d'un secteur, ou enfin si telle proposition ne constitue pas une doublure de l'activité d'une autre organisation.

Comme l'attestent nos comptes 1985 ainsi que la statistique du PNUD pour l'année écoulée, les fonds adressés sur place pour la réalisation des projets n'ont été que de Frs. 44.000.--, la relative modicité de cette somme tient aux difficultés que nous avons rencontrées pour nous mettre d'accord avec précision sur l'affectation exacte des fonds aux objectifs fixés par l'Association, et à l'interruption momentanée de notre projet de pêche artisanale, les conditions objectives de sa réalisation n'étant à notre avis pas garanties. En conséquence, la proportion tolérable de frais administratifs estimée à 15 % a pour la première fois depuis plusieurs années été dépassée en raison du fait que les frais fixes demeurent et que le président s'est déplacé au Cap-Vert en février 1985. L'année 1986 a commencé sous de meilleurs auspices puisque deux accords ont pu être conclus, et nous ferons en sorte que la moyenne puisse être rétablie à 15 % comme cela est raisonnablement attendu.

Destinée aux ONG et à tous ceux qui s'intéressent au développement international et la crise en Afrique, la monographie intitulée "Une solution à long terme pour le Sahel", récemment publiée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) décrit la stratégie sur laquelle repose l'assistance bilatérale canadienne aux pays du Sahel. A savoir trois grands axes :

- stabilisation de la couverture végétale : lutte contre la désertification par le biais du reboisement, fixation des dunes de sable, rationalisation de l'élevage,
- équilibre alimentaire : mesures dans les secteurs de la production agricole, l'irrigation, l'élevage, le stockage et la commercialisation des aliments.

- mise en valeur de l'énergie : elle vise à remplacer les bois de chauffage par de nouvelles sources d'énergie renouvelables, qui cause moins de dégâts à l'écologie fragile du Sahel (Extrait de "Forum du Développement", avril 1986).

L'action de Swissaid au Cap-Vert est précisée dans un rapport très détaillé paru en janvier 1986. Cette organisation s'occupe sur place de plusieurs projets portant principalement sur les îles de Boa-Vista (projet intégré comprenant la création d'une école, la fixation de dunes pour la correction torrentielle et l'appui à la pêche artisanale), Fogo (pêche artisanale) Santiago (ruissellement dirigé, voir précédemment l'étude de Monsieur B. von.Steiger), ainsi que Sao Antao (centre de promotion féminine).

Le rapport de Swissaid mentionne, comme le nôtre, que certaines lenteurs dans la préparation des dossiers "ont entraîné l'inutilisation d'une partie importante du budget Swissaid disponible pour le Cap-Vert en 1984/85".

Il suggère d'activer notamment la mise en place d'un service de vulgarisation agricole, à défaut duquel le potentiel productif de Santiago et de Boa Vista risque d'être sous-employé. Il propose également la création d'un "bureau d'ingénieurs-conseils en petite industrie et artisanat" qui pourrait vendre ses services à tous les organismes qui en auraient besoin en vue de pallier au dramatique manque d'emplois rémunérés, problème essentiel au Cap-Vert.

La jeune Association Mondiale pour la Prospective Sociale, animée par Albert Tevoedjré, nous rappelle que l'Afrique n'est pas un continent condamné. Elle possède, par exemple le 12 % des terres arables de la planète, alors qu'elle n'abrite que 10 % de la population mondiale. Elle représente de plus, un pourcentage remarquable de la production mondiale, par exemple 75 % du diamant, 70 % de l'or, 70 % du cobalt, 50 % du vanadium, 46 % du platine, 36 % du chrome, 20 % du cuivre et de l'uranium... Le problème réside plutôt dans les stratégies de développement que les pays - tant du Nord que des principaux intéressés mettent en action.

De ce point de vue, la coopération avec le Cap-Vert nous paraît exemplaire, non pas parcequ'elle est exempte de difficultés, mais parceque les difficultés sont de vraies difficultés, et non celles qui résulteraient par exemple du choix du gouvernement de réserver ses ressources à l'achat de matériel de guerre, comme cela se retrouve si fréquemment sur le continent. Nous sommes là à une charnière du développement. Nous devons faire la preuve du succès.

R.V.

EDITORIAL

La République du Cap-Vert a franchi en 1985 le 10^{ème} anniversaire de son existence indépendante. Elle a aussi connu le premier remaniement ministériel important de son histoire, bien que les grandes lignes de son action gouvernementale demeurent fixées sur les mêmes objectifs : la lutte pour l'amélioration des conditions de vie de l'ensemble de la population, l'affranchissement progressif de la dépendance de l'étranger, le non-alignement, la participation populaire. Bien sûr, tout cela ne va pas sans tentations et sans dérapages, mais lorsque l'on observe l'histoire des jeunes États d'Afrique noire (sans parler de nos vieux États d'Europe occidentale...) la comparaison force notre admiration : une volonté d'accorder le discours à la réalité, une administration moralement propre, un souci de maîtriser la complexité plutôt que de rechercher le spectaculaire dans l'action, une façon pragmatique de tirer parti de l'initiative privée à l'intérieur d'une économie planifiée. Quant à notre action, où en sommes-nous ? Pour illustrer que tout ne va pas nécessairement tout seul, parlons d'abord de la pêche artisanale. C'est certainement l'un des domaines où le gouvernement a le plus de peine à réaliser l'harmonisation entre d'une part le relatif individualisme des pêcheurs et l'indispensable coordination inter-îles, qui ne peut être raisonnée qu'à partir d'un organisme indépendant de chaque port. Or cet organisme doit tenir en compte à la fois l'intérêt des pêcheurs (assistance technique à la production) et celui des consommateurs (transport du poisson frais, politique des prix, évolution des comportements alimentaires). Manifestement, là, le gouvernement n'a pas encore trouvé la formule. Il a dissous la lourde et inefficace SCAPA (Société Nationale de Commercialisation et d'Appui à la Pêche Artisanale), et il a réuni une grande conférence des pêcheurs de tous les ports, puis il a défini les grandes règles de son action, mais concrètement, l'organisation ne fonctionne pas encore. Il faut faire avec le manque endémique de cadres, avec la lenteur des communications dans un pays très éclaté géographiquement et avec le dénuement matériel.

Sur ce point, donc, nous avons provisoirement interrompu notre contribution, estimant que les conditions n'étaient pas remplies pour continuer à soutenir une communauté de pêche qui ne pouvait de toute façon pas étendre ses marchés, même si elle-même s'organisait de la meilleure manière, faute de coordination à l'échelon régional. Nous nous promettons d'y revenir dès que ce sera possible, et que nous pourrons profiter de l'expérience acquise à Brava et à Fogo durant de longues années.

Pour ce qui est des coopératives de Fogo, plus particulièrement de la création d'une Fédération des coopératives de la "Route du Volcan" (de Sao Filipe à Cha das Caldeiras), nous venons, après quinze mois de tractations, de signer un protocole d'accord avec l'Institut National des Coopératives. Il porte sur trois ans (86-89), et permettra la construction d'un Centre coopératif destiné à plusieurs usages : stockage des produits de consommation, avant leur distribution dans les coopératives de consommation, stockage des produits (menuiserie, produits de la terre) ramassés dans les coopératives de production locales,

avant leur expédition sur d'autres îles, formation des coopérateurs, animation des coopératives.

Troisième volet de notre action : les jardins d'enfants de Fogo et Brava. Ici, c'est par l'Institut National de Solidarité que s'assure notre coopération. Et c'est par un envoi d'équipement que nous avons commencé. Lors de notre voyage en février 1985, nous avons pu nous rendre compte des difficultés matérielles inextricables dans lesquelles se débattaient des maîtresses enfantines et des jeunes institutrices fort capables, pour poursuivre avec leurs classes des objectifs pédagogiques bien adaptés à la situation concrète du lieu. Ainsi, même si l'envoi de matériel ne figurait pas dans les priorités de l'Association jusqu'ici, il nous est apparu justifié en l'occurrence et à titre provisoire, compte tenu du fait que les objets les plus élémentaires pour l'activité des classes, papier, crayons, colle, ciseaux, ficelle... ne sont pas disponibles sur place.

Ainsi donc, après dix-huit mois consacrés davantage à la réflexion et à la discussion avec les autorités cap-verdiennes, nous sommes prêts à repartir pour une nouvelle période de dix ans puisque notre Association atteindra bientôt l'apogée de son enfance et nous engageons vivement nos contributeurs à nous donner les moyens de poursuivre. Le développement est un long chemin, et il vaut la peine d'aider d'abord ceux qui s'aident eux-mêmes avec le courage et l'opiniâtreté qu'on connaît aux cap-verdiens.

Quant à notre Comité, nous souhaiterions pouvoir l'étoffer lors de la prochaine Assemblée, et ceci toujours dans l'optique pluraliste qui fut la sienne dès son origine : à l'image du Cap-Vert, qui compte sur toutes les forces pourvu qu'elles concourent à l'équité.

Roland Vuataz
Président

